

Les appels et le monde de demain

Nous vivons une période propice pour sortir de notre quant à soi de l'ancien monde. La multiplication des appels, plus de 170, donnent le tournis nous ne savons plus vers lequel nous tourner. Cette prolifération est la conséquence de la souffrance démocratique et politique du « peuple » de gauche, de sa révolte face aux politiques du pouvoir et son insatisfaction des propositions et pratiques des organisations politiques qui sont censées le défendre. Elle manifeste aussi la volonté de s'inscrire dans un « renouveau » possible des luttes pour une autre société. Un historien disait que si en 1789, les français avaient pris la Bastille, en mai 68 ils avaient pris la parole, aujourd'hui on peut dire qu'ils ont pris l'écriture d'assaut pour essayer de définir un avenir plus fraternel et dégager un horizon vivable.

Il est certes impossible d'avoir connaissance de tous ces appels, de les analyser et de les présenter. Nous nous en tiendrons à ceux qui sortent du lot, soit parce qu'ils ont été écrits par un ensemble d'organisations, c'est le cas de l'appel « *Plus jamais ça, préparons le jour d'après* », soit parce qu'ils ont recueillis un grand nombre de signatures, c'est le cas de deux d'entre eux, l'un se nomme « *Se fédérer* », l'autre « *Ensemble, tout est possible* ». Et enfin, il y a l'appel du CNNR (Conseil national de la nouvelle résistance) propulsé par un ensemble de 20 personnalités connues par leur vie de résistant.es, leurs travaux, leur notoriété qu'ils/elles engagent pour produire des principes devant guider les convergences vers une nouvelle société.

Le premier appel « *Plus jamais ça ! Préparons le jour d'après* » a été rendu public très tôt, le 27 mars 2020 par 18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales. Cet appel est à l'origine de la constitution du réseau « *plusjamaisça05* ». Par la suite, ces responsables ont proposé à la discussion un « *Plan de sortie de crise* » en 34 points. Et ils ont organisé une réunion avec les directions de tous les partis de gauche et écologistes pour leur dire « On a fait des propositions concrètes. Et on leur a dit : *on a bossé, qu'est-ce que vous faites de ça ?* » Pour les promoteurs de ce plan, le travail d'unification et de contenu est passé aux politiques. Il est difficile de présenter 34 propositions dans un article mais on peut indiquer les titres des 4 parties qui organisent ces propositions. Ils donnent une orientation générale que l'on peut caractériser ainsi : à partir de propositions d'urgence, le titre général est bien *plan de sortie de crise* ils indiquent des directions pour l'avenir sans prétendre tout dire et tout faire. Le premier point porte sur les conditions du déconfinement en rapport avec la sécurité sanitaire, la démocratie et les droits fondamentaux. Par exemple, la mesure 7 portant sur le droits des femmes insiste sur leur situation aggravée et leur rôle essentiel pendant le confinement. elle rappelle leur situation inégalitaire actuelle et demandent au gouvernement (actuel, futur?) « de prendre des mesures ambitieuses en faveur de l'égalité et de la parité ». Cette façon de procéder est générale. Il est donc possible de dire que le texte ne va pas assez loin mais cette critique oublie que ces organisations ne veulent pas faire un programme de gouvernement car pour elles cela est du ressort des organisations politiques. En bref, ces 34 mesures constituent une base de travail et c'est aux autres acteurs, comités citoyens, réseaux, organisations politiques, etc.. de continuer le travail et de proposer des mesures plus générales et plus radicales.

« *Se fédérer* » et « *Ensemble, tout est possible* » sont deux appels parus le 22 mai et le 1^{er} mai 2020. Ils ont la particularité d'avoir été signé par un grand nombre de personnes identiques. Ils ne doivent pas être si éloigné que cela l'un de l'autre. Mardi 2 juin se tenait une rencontre entre les deux appels. Cela finira, on l'espère par leur réunion. « *Se fédérer* » a un refrain un peu insistant, il faut bien le dire, la nécessité de se réunir. L'ampleur de la lutte à entreprendre à cause de « *la crise économique, sociale et politique* » est le moteur de cet appel à l'union. Curieusement alors que l'ampleur de cette crise est due à une épidémie, l'appel ne cite pas la crise sanitaire. Par contre, il dénonce, à juste titre, le capitalisme, comme la cause profonde de la situation que nous vivons. La réplique à donner à cette causalité est exprimée ainsi : « *Se fédérer, c'est répondre à cette logique [capitaliste] par le collectif, en faire la démonstration par le nombre et assumer une opposition au*

capitalisme, sans imaginer un seul instant qu'on pourrait passer avec lui des compromis. » En clair, seul un changement radical, une révolution bien que le mot ne soit pas prononcé, nous permettra d'éviter le désastre. Heureusement, il existe des alternatives : « Nous sommes nombreux à théoriser, penser mais aussi pratiquer des alternatives crédibles et tangibles pour des vies humaines. Nous avons besoin de les mettre en commun. C'est d'ailleurs ce qui unit ces expériences et ces espérances : les biens communs fondés non sur la possession mais sur l'usage, la justice sociale et l'égalité de dignité. Les communs permettent d'aspirer à une vie bonne, en changeant les critères de référence ; non plus le marché mais le partage, non plus la concurrence mais la solidarité, non plus la compétition mais le commun. »

Quant aux initiateurs de l'appel « Ensemble, tout est possible, soyons responsables » ils présentent ainsi leur texte : « Refusant d'être mis devant le fait accompli d'une relance anti-sociale, anti-écologique et liberticide, les signataires de cette tribune [...] veulent «regrouper les forces permettant de développer un mouvement altermondialiste qui rassemblera les mobilisations et pèsera sur les divers gouvernements pour la nécessaire rupture écologique, démocratique, sociale et géopolitique.» Sa perspective est également anticapitaliste et plus précisément anti-productiviste. La conclusion est la suivante : « En proposant une alternative au productivisme et au capitalisme nous portons une responsabilité avec les mobilisations sociales, les soulèvements populaires de ces dernières années et la génération climat. Face à la démesure productiviste, nous devons regrouper les forces permettant de développer un mouvement altermondialiste qui rassemblera les mobilisations et pèsera sur les divers gouvernements pour la nécessaire rupture écologique, démocratique, sociale et géopolitique. » La différence essentielle, son apport spécifique par rapport à l'appel précédent vient de la prise en considération des changements inévitables de structures à accomplir. Soulignons en quelques aspects. Pour la santé : « A la place des ARS d'autres formes de direction et de fonctionnement dans les hôpitaux et les services. Les personnels doivent avoir un contrôle et un pouvoir d'intervention pour une autre politique de santé. » Et « afin de donner des garanties aux usagers, qu'ils disposent d'un lieu d'expertise et d'information, la création d'un service public démocratique du médicament et d'une santé environnementale de la prévention ». Plus loin, « Le redéploiement des services publics à rétablir et restaurer, est inséparable d'un pouvoir de contrôle des salarié.es et des usagers. » Et encore « la réouverture des entreprises utiles devra être imposée, pour assurer la pérennité des emplois et des savoirs-faire et non des dividendes. Y compris sous forme de SCOP et de SCIC dès que les travailleuses et les travailleurs le souhaitent : que les fonds publics viennent en aide ! Les collectivités et l'État doivent être des facilitateurs de ces démarches coopératives. » Et encore « un contrôle démocratique doit organiser les activités de la Banque Publique d'investissement et de la Caisse des dépôts... » Enfin, « les mobilisations citoyennes, associatives, syndicales, féministes, paysannes, environnementales et climatiques peuvent et doivent ouvrir un nouveau chemin d'alternatives : les lois d'urgence liberticides doivent être abolies, les institutions doivent changer, les formes de démocratie active sont à l'ordre du jour. La citoyenneté pleine et entière (citoyenneté de résidence) doit être reconnue pour toutes et tous ». Ces exemples indiquent un des travaux à entreprendre si l'on veut « changer de monde ». Il est nécessaire de supprimer certaines structures particulièrement perverses comme les ARS. Il est nécessaire d'en créer d'autres comme celle qui doit contrôler démocratiquement les activités de la Banque Publique d'investissement. Il y a un énorme effort de création institutionnelle devant nous, à commencer par la mise en route d'une constitution nouvelle qu'on nommera « première démocratie » et non république si l'on suit les principes du CNNR publié le 27 mai 2020.

Le CNNR a tenu son pari de publier un ensemble de principes pour fonder un avenir meilleur. Il s'agit de principes, pas de mesures d'urgences ou d'un projet de gouvernement. Ils sont donnés pour inspirer tous celles et ceux qui veulent créer une nouvelle société. Si l'appel *Se fédérer* faisait référence aux communs, le CNNR leur donne le statut de principes : « L'air, l'eau, la biodiversité, la santé, l'éducation, la culture, les connaissances, la recherche, le climat sont institués en tant que biens communs. » Le terme *institué* est essentiel. Il promeut les biens

communs au niveau de la trilogie « liberté, égalité, fraternité ». En réalité, cette trilogie reçoit son socle vital, ces conditions de possibilité rendent la vie humaine désirable et réalisable. De même, en ce qui concerne les principes démocratiques, les auteurs pensent que les mandats donnés aux « élu.es » sont impératifs et qu'ils sont révocables. Mandat impératif et révocation possible sont deux principes en contradiction avec la « démocrate représentative ». Voilà deux exemples de la nouveauté et de l'importance de l'apport du travail du CNNR.

Au final nous ne pensons pas que ces appels soient contradictoires. Leur multiplicité indique l'effort de clarification, d'approfondissement et de création qu'il nous reste à réaliser. Si la tâche est ardue du moins est-elle possible. Il nous appartient de l'accomplir.

Jean-Paul Leroux
3 juin 2020